



## **STATEMENT ON BEHALF OF AUSTRALIA, CANADA, AND NEW ZEALAND (CANZ) AT THE ONE HUNDRED AND SIXTH SESSION OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

### **AGENDA ITEM 13**

Chair,

Thank you for giving me the floor. I have the honour of addressing the Council today on behalf of Australia, Canada, and New Zealand.

Chair, achieving a world free of chemical weapons requires structured, systematic engagement beyond the OPCW. It requires the diverse perspectives of academics, NGOs, and industry experts. Civil society participation encourages wider awareness of and support for the OPCW's work. It challenges our thinking and generates new approaches and positive change.

CANZ welcomed the insights provided at the civil society consultations on 6 May and 6 June 2024, and thanks Germany and Costa Rica for their continued leadership. We also recognise the great contributions of Ecuador as former co-chair. We welcome the positive steps taken by the Secretariat and States Parties to engage with civil society on their experiences and contributions. However, there is more work to be done to facilitate more diverse and inclusive participation.

CANZ supports exploring how we can strengthen synergies with civil society through new and existing modes of engagement with the OPCW, including through further intersessional events and initiatives.

Chair, we believe we need a more streamlined and transparent accreditation process which does not alter the basic guidelines as established by the Conference of States Parties.

First, the accreditation process must be clear, and decisions must be transmitted to civil society organisations and States Parties in a timely manner, so these organisations can plan their schedules, their travel and their visas. If not, engagement will be hampered, especially for smaller, less well-resourced, or geographically distant organisations.

Second, there should be a clear window within which States Parties may object to a request for civil society accreditation. It is not acceptable that civil society organisations can have their participation limited at the last minute.

Third, if a State Party considers it needs to make an objection, this should be done transparently. Clear criteria for objections must be agreed on, and publicised. A State Party which objects to participation of an organisation [as an observer] should communicate this objection and the

rationale in writing to other states, to the Secretariat and, through them, to the civil society organisations in question. This will improve the transparency of the process and help guide civil society as they prepare applications for future conferences.

Chair, New Zealand, Canada and Australia support active participation in the OPCW from a broad range of voices. We recognise the expertise, the accountability, and the perspective that civil society contributes in achieving our shared objective of a world free of chemical weapons.

Thank you, Chair.

I kindly ask you to consider this CANZ statement as an official document of the 106<sup>th</sup> Session of the Executive Council and post it on the OPCW external server and public website.



## **ALLOCUTION AU NOM DU CANADA, DE L'AUSTRALIE ET DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (CANZ) LORS DE LA 106<sup>e</sup> SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF**

### **POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR**

Monsieur le Président,

Merci de m'avoir donné la parole. J'ai l'honneur de m'adresser au Conseil aujourd'hui au nom de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande.

Monsieur le Président, l'établissement d'un monde exempt d'armes chimiques nécessite un engagement structuré et systématique au-delà de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Il nécessite les perspectives diverses d'universitaires, d'ONG et d'experts de l'industrie. La participation de la société civile favorise une prise de conscience et un soutien élargis des travaux de l'OIAC. Elle remet en question notre façon de penser et génère de nouvelles approches et des changements positifs.

Le groupe CANZ se félicite des renseignements fournis lors des consultations de la société civile les 6 mai et 6 juin 2024, et remercie l'Allemagne et le Costa Rica pour leur leadership continu. Nous reconnaissons également la grande contribution de l'Équateur en tant qu'ancien coprésident. Nous saluons les mesures positives prises par le Secrétariat et les États parties pour mobiliser la société civile au sujet de leurs expériences et de leurs contributions. Toutefois, il reste du travail à faire pour faciliter une participation plus diversifiée et plus inclusive.

Le groupe CANZ soutient le fait d'examiner la manière dont nous pouvons renforcer les synergies avec la société civile par le biais de modes de mobilisation nouveaux et existants avec l'OIAC, y compris au moyen d'événements et d'initiatives intersessions supplémentaires.

Monsieur le Président, nous pensons que nous avons besoin d'un processus d'accréditation plus rationalisé et transparent qui ne modifie pas les lignes directrices de base établies par la Conférence des États parties.

Tout d'abord, le processus d'accréditation doit être clair et les décisions doivent être transmises aux organisations de la société civile et aux États parties en temps utile, afin que ces organisations puissent planifier leur emploi du temps, leurs déplacements et leurs visas. Si ce n'est pas le cas, la mobilisation sera entravée, en particulier pour les organisations plus petites, moins bien dotées en ressources ou géographiquement éloignées.

Deuxièmement, les États parties devraient disposer d'un délai clair pour s'opposer à une demande d'accréditation de la société civile. Il n'est pas acceptable que les organisations de la société civile puissent voir leur participation être limitée à la dernière minute.

Troisièmement, si un État partie estime qu'il doit formuler une objection, il doit le faire de manière transparente. Des critères clairs pour les objections doivent être convenus et rendus publics. Un État partie qui s'oppose à la participation d'une organisation [en tant qu'observateur] doit communiquer cette objection et sa justification par écrit aux autres États, au Secrétariat et, par leur intermédiaire, aux organisations de la société civile en question. Cela améliorera la transparence du processus et aidera la société civile à préparer les candidatures pour les futures conférences.

Monsieur le Président, la Nouvelle-Zélande, le Canada et l'Australie soutiennent la participation active à l'OIAC d'un large éventail de voix. Nous reconnaissons l'expertise, la responsabilité et la perspective que la société civile apporte à la réalisation de notre objectif commun d'un monde exempt d'armes chimiques.

Merci, Monsieur le Président.

Je vous demande de bien vouloir considérer cette déclaration du groupe CANZ comme un document officiel de la 106<sup>e</sup> session du Conseil exécutif et de la publier sur le serveur externe et le site Web public de l'OIAC.